

Airitom, zone franche et vitrine des talibans



À gauche, boutique afghane. À droite, l'un des bazars d'Airitom.

Le 15 août 2021, Kaboul tombait aux mains des talibans. Aujourd'hui, à la frontière entre l'Ouzbékistan et l'Afghanistan, commerces et centre de soins accessibles sans visa offrent aux Afghans une ouverture sur le monde.

MANON MADEC
PHOTOS KAMILA RUSTAMBEKOVA

Dès le petit matin, des centaines de voitures avancent en file indienne sur le pont de l'Amitié, au-dessus des eaux brunes de l'Amou-Daria. C'est par ce même pont que l'armée soviétique a quitté l'Afghanistan en 1989. Aujourd'hui,

il mène à Termez, porte d'entrée du sud de l'Ouzbékistan. Mais les voyageurs bifurquent avant la ville vers Airitom, l'une des plus grandes zones franches d'Asie centrale. Nul besoin de visa : tout Afghan ou étranger muni d'un passeport peut y séjourner quinze jours, autant de fois qu'il le souhaite. Derrière les grilles s'étend une ville dans la ville : 36 hectares de galeries marchandes climatisées, un parc d'attractions, un centre médical et même un hôtel Hilton.

Il y a dix ans, le projet aurait été inimaginable. Après l'accession à l'indépendance, en 1991, Tachkent érige sa frontière en muraille, par crainte que l'instabilité afghane ne déborde. La méfiance redouble en 1996 lorsque les talibans, arrivés au pouvoir, soutiennent le Mouvement islamique, groupe armé hostile au président

ouzbek Islam Karimov.

Sa mort en 2016 et son remplacement par Chavkat Mirziyoyev ouvrent une nouvelle ère. « Les préoccupations sécuritaires ont cédé la place à une politique plus pragmatique tournée vers les intérêts économiques », résume Islomkhon Gafarov, ancien directeur à l'Institut des hautes études internationales (IAIS), un centre de recherche ouzbek. Ce pragmatisme résiste au retour des talibans, il y a cinq ans, le 15 août 2021. Alors que le monde coupe les ponts avec Kaboul, l'Ouzbékistan relance le projet Airitom, en discussion depuis 2018. Le président pousse Akfa, le conglomérat industriel propriétaire de la zone, à négocier avec les talibans. « Il ne s'agit pas seulement d'un projet commercial, mais d'une démarche politique qui vise à intégrer l'Afghanistan aux échanges régionaux pour favoriser la paix », ajoute Islomkhon Gafarov. Tachkent ne reconnaît pas le gouvernement taliban, mais dit « l'accepter », pour prévenir une crise humanitaire à sa frontière.

nistan aux échanges régionaux pour favoriser la paix », ajoute Islomkhon Gafarov. Tachkent ne reconnaît pas le gouvernement taliban, mais dit « l'accepter », pour prévenir une crise humanitaire à sa frontière.

Pragmatisme économique

Airitom ouvre en octobre 2024. Dans les bureaux, autour de la machine à café, on ne parle pas de répression ni de pauvreté mais de croissance et de rentabilité. « On ne se mêle pas de ce qui se passe en Afghanistan, on ne fait que des affaires », lance Zafar Abdurkirimov, directeur commercial d'Airitom, retranché derrière son imposant bureau. « Depuis sa création, les échanges ont triplé, 300 commerces ont été créés et 200 Afghans sont employés permanents », assure-t-il. La cible de 1 milliard d'euros d'exportations est déjà dépassée et devrait presque doubler cette année, portée par le conflit entre l'Afghanistan et son premier partenaire commercial, le Pakistan. « L'Afghanistan diversifie ses fournisseurs, et nous, on s'ouvre à un nouveau marché », résume-t-il.

Du pain bénit pour les talibans, qui font d'Airitom la vitrine d'un pays avec lequel il est possible de commercer sans heurts. Leur représentant, Zaher Shah, entre et serre la main du directeur comme n'importe quel collègue. Son rôle reste flou : « Je fais la promotion des produits afghans », assure-t-il en tirant de la poche de son perahan, la longue tunique traditionnelle, un flacon de safran qu'il fait tourner entre ses doigts. « L'Ouzbékistan est un exemple de coopération réussie », affirme-t-il, avant de poursuivre sans cacher ses ambitions : « L'Afghanistan est enfin en paix, il est temps d'en tirer les bénéfices économiques. »

Dans les trois bazars, la réalité est plus âpre. Environ 80 % des exportations sont ouzbèkes, précise Zafar Abdurkirimov. Les Afghans achètent des produits du quotidien, mais surtout des services introuvables chez eux. Au centre médical, les hommes jouent des coudes au guichet tandis que leurs femmes en burqa attendent dans les couloirs. « Nous réalisons toutes sortes de procédures, surtout des consultations avant les mariages et des examens neurologiques, détaille Marjona, la manager du centre. C'est plus cher qu'en Afghanistan, mais l'équipement est bien meilleur. »

Ducôtés des commerçants afghans, les ventes ne sont pas très bonnes. « Ce n'est pas ici qu'on fait notre chiffre d'affaires », lâche Mohammad, 25 ans,

qui tient une échoppe de fourrures et de peaux. Comme celle de beaucoup de ses collègues, sa famille possède des boutiques à Kaboul, Mazar-e Charif et Herat. « Ici, les clients n'ont pas assez d'argent pour acheter mes manteaux », dit-il en arrangeant des chapeaux en fourrure. Pour tenir, il vend des Labubu, des figurines chinoises. Son voisin va jusqu'en Chine acheter climatiseurs et ustensiles de cuisine qu'il tente de revendre sans grand succès à des Ouzbèkes qui trouvent les mêmes au bazar de Termez. Les commerçants afghans n'ont guère le choix. Plus strictes que les leurs, les normes ouzbèkes ne laissent passer qu'une poignée de produits afghans : fruits secs, tapis, safran, chapans et bijoux en lapis-lazuli notamment.

Les freins aux affaires ne sont pas seulement douaniers. Depuis juin 2025, racontent les vendeurs, la police des mœurs talibane empêcherait parfois les Afghanes de moins de 40 ans de se rendre à Airitom. Zafar Abdurkirimov nie toute mesure propre à la zone et n'y voit que l'application des règles afghanes interdisant aux femmes de sortir sans mahram – accompagnateur masculin, frère ou père, avec lequel le mariage est interdit – pour les chaperonner.

Airitom est peut-être franc de droits de douane, mais pas de l'idéologie talibane. En théorie, la loi ouzbèke y règne mais, en pratique, elle se négocie. « C'est un bras de fer permanent entre l'Ouzbékistan et les talibans », observe Mélanie Sadozaï, enseignante-chercheuse à l'université de Ratisbonne (Allemagne), qui a exploré la zone l'an dernier. Ni musique dans les boutiques ni alcool sur les étals. Dans des salles qui sentent encore la peinture fraîche,

C'est un bras de fer permanent entre l'Ouzbékistan et les talibans
MÉLANIE SADOZAÏ,
ENSEIGNANTE-CHERCHEUSE

une école de commerce devait former plusieurs centaines d'Afghans. Cahiers et stylos gisent sur les tables depuis deux ans. « Les talibans n'ont pas encore donné leur autorisation », justifie Zafar Abdurkirimov.

Pour les habitants de Termez, ces concessions se valent. « À mes yeux, il serait plus dangereux de cesser tout commerce, ce qui aggraverait la crise économique et laisserait de la place aux groupes terroristes », analyse Abror Kurmonmuratov, un habitant de Termez, qui voit en Airitom un lieu de sociabilité plus qu'un centre commercial. La zone, qui devait ironiquement s'appeler « Oasis » avant l'arrivée des talibans, offre de fait une bouffée d'air aux Afghans. « C'est une véritable échappatoire pour les femmes afghanes », explique Mélanie Sadozaï. Certaines prétextent même d'accompagner un homme à la clinique pour aller se balader dans la zone. »

Pour l'instant, l'Ouzbékistan est l'un des seuls pays aussi investi dans cette relation. La Russie a reconnu le régime taliban, le Kazakhstan a accru ses exportations sans le reconnaître et la Chine tâtonne, faute de garanties sécuritaires. À défaut de convaincre, Airitom pourrait bien rester le village Potemkine de l'ouverture afghane. ■

Sous le haut patronage de Monsieur Emmanuel MACRON Président de la République

CMAMEDIA
PRÉSENTE

UN ÉVÉNEMENT
BFM LA TRIBUNE Brut.

ARTIFICIAL INTELLIGENCE MARSEILLE

AIIM

EUROPE'S LEADING AI EVENT

MARSEILLE DONNE LE CAP À L'IA

24 & 25 SEPTEMBRE 2026
ORANGE VÉLODROME - MARSEILLE

QR CODE

PARTENAIRES OFFICIELS

CMA CGM RÉGION SUD TAJAN AXA MESSIER & ASSOCIÉS eum sopra steria VEOLIA AtOS Cigref